

COMPTES-RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

ADJEMIAN Boris, *Les petites Arménies de la vallée du Rhône*, Editions Lieux dits, Lyon, 2020, 272 pages.

La France abrite la communauté arménienne la plus importante d'Europe, Russie mise à part. La vallée du Rhône, des communes comme Romans, Valence, Grenoble, Décines, Vienne, Lyon, Saint-Étienne, entre autres, ont reçu dans les années 1920 de nombreux rescapés du génocide de 1915. Boris Adjémian restitue le destin de ces groupes sur le long terme. Il évoque aussi, avec moins de détails, les départs en direction de l'Arménie soviétique en 1936 et 1947, puis les difficiles retours de ceux qui avaient cru aux matins rouges. De même il fait place aux migrants venus de Turquie, de Syrie, du Liban entre 1950 et 1980, ainsi qu'aux derniers arrivés originaires de l'Arménie indépendante. L'auteur veut faire comprendre comment les Arméniens sont passés d'un espoir de retour plus ou moins fantasmé à une intégration réussie, cela malgré de nombreuses difficultés.

L'ouvrage commence par un essai de recensement des lieux de départ et une reconstitution des pérégrinations complexes des Arméniens à travers le Proche Orient et l'Europe. Certains ont perdu tout ou partie de leur famille. Ils viennent parfois en éclaireurs et organisent ensuite le voyage de leurs proches survivants. Au sortir de la Grande Guerre, la main-d'œuvre fait défaut en France. Le patronat met en place un recrutement officiel à destination des usines de la région. Le textile, les mines de charbon, la métallurgie, les activités du cuir et du papier embauchent largement les ouvriers arméniens peu qualifiés mais réputés dociles. Des noyaux importants se constituent : en 1931, les Arméniens forment le quart de la population à Décines. Les années 1930, avec l'arrivée de la crise, se révèlent moins favorables à l'emploi. Contrairement à un lieu commun forgé après coup, les Arméniens, victimes de préjugés raciaux et culturalistes, sont généralement mal accueillis. Certains, coupables de délits mineurs, sont l'objet d'arrêtés d'expulsion qui, cependant, restent souvent inappliqués.

Boris Adjémian décrit les difficiles conditions de vie initiales : logements précaires dans les vieux centres délabrés, dans des baraques de bois ou des usines désaffectées comme le Kemp de Vienne, conditions d'hygiène déplorable compromettant la santé des enfants, médiocrité des salaires et déclassement économique, difficile découverte d'une langue inconnue au départ, problèmes administratifs complexes. Aussi certains écoutent-ils les appels au retour venus d'URSS. Cependant, sur le long terme, les Arméniens, vus comme inassimilables, s'enracinent et améliorent leur condition : en 1926, le vieux et inconfortable Valence concentre 92 % des Arméniens de la ville ; le pourcentage tombe à 43 % en 1968. L'intégration est parfois accélérée par l'épreuve du feu, la participation à la Deuxième Guerre mondiale sous l'uniforme français ou dans les rangs de la Résistance. L'ancrage ne se révèle pas incompatible avec la construction d'un espace communautaire. En effet de nombreuses organisations encadrent les exilés : associations d'originaires d'une région et associations nationales, groupements culturels, religieux, sportifs, charitables, politiques. Des lieux de culte et des écoles sont aménagés ; des périodiques sont publiés en arménien et en français. Des concerts, des représentations de pièces de théâtre, la visite de personnalités politiques et artistiques, comme Charles Aznavour, permettent aux Arméniens de se retrouver.

Le livre analyse en dernier lieu la mémoire de l'immigration arménienne. Cette mémoire est désormais portée par les représentants de la deuxième et de la troisième génération qui ne veulent pas laisser dépérir l'histoire de leurs origines. Ainsi sont publiés des

souvenirs et des livres-mémoriaux consacrés à certaines communautés. La mémoire se trouve patrimonialisée et institutionnalisée par l'organisation de visites guidées dans les anciens quartiers arméniens, des expositions, l'érection de monuments, d'abord à Décines en 1972, puis dans d'autres communes, l'apposition de plaques commémoratives, la création de musées et de centres culturels, une toponymie spécifique comme l'inauguration d'un square Missak Manouchian à Vienne. La reconnaissance du génocide par le Parlement français en 2001 confère une légitimité officielle au lien franco-arménien. Des élus locaux affichent pour les Arméniens une sympathie sincère ou intéressée à des fins politiques, les descendants des immigrants représentant parfois un potentiel électoral non négligeable.

Le cas des Arméniens se situe dans un mouvement général qui conduit les générations issues de l'immigration à rechercher leurs origines, à mener des recherches historiques et généalogiques, à retracer le parcours des grands-parents ou des arrière-grands-parents. Il apparaît ainsi que les Arméniens, présentés aujourd'hui comme des modèles d'intégration, ont traversé de rudes épreuves avant d'acquiescer cette réputation flatteuse. Leur insertion réussie dans la société d'accueil n'a pas fait disparaître leur conscience communautaire et un réel sentiment identitaire. Boris Adjémian appuie son étude sur de nombreuses archives publiques et privées et une vaste bibliographie comportant peu de lacunes (Krikor Beledian, *Cinquante ans de littérature arménienne en France*, Paris, 2001). L'auteur offre de nombreux détails puisés à bonne source, ce qui ne l'empêche pas de présenter des analyses générales. S'adressant à un grand public, il donne une synthèse et il n'approfondit pas toujours son propos, par exemple sur la question des facteurs d'intégration. Mais la démonstration reste toujours claire. Cette étude publiée en grand format, sur papier de luxe, avec une mise en page très soignée et une iconographie particulièrement riche, s'apparente à la catégorie des « beaux livres ». Un beau livre et un bon livre.

Ralph SCHOR

BOLARD Laurent, *Histoire de Naples*, Fayard, Paris 2021, 407 pages.

Naples : une ville d'une beauté singulière dominée par le Vésuve, une population fragmentée et remuante, des œuvres d'art exceptionnelles, une vitalité infatigable et des couleurs chatoyantes. Laurent Bolard s'emploie à tout dire sur cet ensemble foisonnant, du VIII^e siècle avant Jésus-Christ à nos jours.

L'auteur caractérise les dominations qui se sont exercées sur Naples, les fondateurs grecs, Rome à laquelle la cité resta fidèle, les Byzantins, les Normands, les Souabes, les Angevins, les Aragonais, les Bourbons, les souverains Joseph Bonaparte et Murat, avant que n'arrive le temps de l'unité italienne et un ressenti nouveau, celui de la domination exercée par le nord de la péninsule. Les évolutions complexes de la politique, l'exercice du pouvoir, les épisodes de gloire et de défaite, les alternances de crise et de stabilité sont clairement décrits. Au fil du texte, l'accent est mis sur des événements révélateurs comme la révolte de Masaniello en 1647.

La société est analysée avec soin. Au sommet se situe une aristocratie qui accapare l'espace public, édifie de somptueux palais, défend ses intérêts au besoin contre l'État et cherche à éviter toute inféodation par la monarchie. Les *lazzaroni*, la couche à la fois la plus pauvre et la plus typique, est peinte dans son dénuement extrême et son agitation constante.

Entre le haut et le bas de la pyramide sociale se forme une catégorie intermédiaire de lettrés, de détenteurs d'offices, de négociants qui émerge progressivement. L'auteur évoque au passage certains intellectuels marquants comme l'historien Giambattista Vico ou le juriste Gaetano Filangieri.

D'intéressantes pages sont consacrées au poids de l'Église et à la piété napolitaine ostentatoire. La ville possède 117 monastères et 281 églises en 1629. Les saints patrons sont au nombre de 28 au début du XVII^e siècle. Les institutions religieuses jouent un rôle social important et exercent une influence déterminante. Naples *città santa*.

Laurent Bolard consacre des pages bien informées aux aménagements urbains, aux édifices marquants, fortifications, palais, théâtres, églises, percées nouvelles comme la *via Toledo* de 1544 ; il éclaire les arrière-pensées politiques qui inspirent certaines réalisations modifiant la personnalité de la ville. Des pages pénétrantes présentent le *Risanamento*, ensemble de grands travaux entrepris au lendemain de l'unité.

À la fin de l'ouvrage, l'auteur étudie de près la camorra, ses méfaits, rançon des profondes inégalités sociales affectant Naples, les épisodes de connivence liant l'organisation criminelle et les pouvoirs publics – on a même vu des chefs camorristes convertis en policiers après 1860, des mafieux alliés au fascistes ou travaillant pour les services secrets américains après 1945.

Laurent Bolard, historien d'art, donne à son livre une couleur particulière en ouvrant certaines parties par l'étude savante d'une œuvre représentative de la période comme la *Tavola Strozzi* de 1472-1473, le tableau du *roi Asa détruisant les idoles* (Monsù Desiderio, 1623-1625), la douzaine de toiles peintes à Naples par le Caravage, le *street art* de l'époque contemporaine.

On peut regretter l'absence de plans modernes facilitant l'intelligence de la description. Mais Laurent Bolard réussit une belle synthèse, délicate compte tenu de la richesse du sujet. Ce livre offre une utile introduction au voyage dans le sud de l'Italie.

Ralph SCHOR

BOUTIER Jean et MOURLANE Stéphane (dir.), *Marseille l'Italienne. Histoire d'une passion séculaire*, Arnaud Bizalion éditeur, Arles, 2021, 207 pages.

Une vingtaine d'universitaires, d'archivistes et d'érudits, dirigés par Jean Boutier et Stéphane Mourlane, se sont attachés à mettre en valeur les multiples liens tissés entre Marseille et l'Italie depuis le Moyen Âge. L'ouvrage qui résulte de ce projet sert de support à une exposition organisée aux Archives municipales de la cité phocéenne. L'étude ne se présente pas comme un récit suivi, même si elle est chronologique, mais comme une série de monographies faisant ressortir divers aspects des liens italo-marseillais.

Les auteurs commencent logiquement par mesurer la présence transalpine dans la grande cité : environ 6 000 Italiens dans les années 1790, soit 6 % de la population ; 35 000 en 1872 puis 115 000 en 1911, soit 27 % des Italiens recensés en France. Sous l'effet,

entre autres, de l'intégration, les effectifs se tassent après la Deuxième Guerre mondiale : 32 000 en 1954, puis 6 600 en 1982 et 5 000 en 2014.

L'analyse thématique commence par une mise au point sur les marchands et marins au Moyen Âge. Marseille appartient alors au même espace politique et culturel que les villes du Nord de la péninsule. Au XIII^e siècle, les podestats qui administrent Marseille sont majoritairement des Italiens. Il en va de même avec les viguiers qui, après 1262, représentent le comte de Provence. Une branche de la famille génoise des Doria joue alors dans la cité un grand rôle politique, notamment Blaise qui accomplit une longue et remarquable carrière. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les Italiens animent la vie économique du grand port : les Napolitains sont spécialisés dans le commerce du blé ; les Génois sont audacieux et n'hésitent pas à se lancer dans la contrebande ou la vente de contrefaçons. De 1860 à 1914, Marseille exerce la fonction particulière de port d'escale pour les paquebots qui conduisent les migrants italiens vers l'Amérique latine. Des intermédiaires plus ou moins honnêtes exploitent la présence de cette population flottante. À la même époque, des réseaux familiaux et régionaux organisent la venue d'immigrés résidents, main-d'œuvre nécessaire à la bonne marche des industries marseillaises. Ces ouvriers, parce qu'ils sont mal payés, peu syndicalisés et robustes, servent la compétitivité des entreprises. Il serait cependant faux de penser que la présence de cette masse de travailleurs freine la modernisation : la mécanisation progresse, mais, comme elle est ponctuelle, il faut encore importer des bras. Certains Italiens se placent eux-mêmes à la pointe de l'innovation, ainsi la famille Storione qui se spécialise dans les blés, achète des moulins, lance les farines Francine et la populaire banette.

Cependant, rares sont les Italiens qui accèdent aux premiers rangs de la notoriété et de la fortune. L'étude des garnis au XVIII^e siècle fait ressortir la présence d'une foule modeste de matelots, de manœuvres, de porteurs, d'artisans itinérants tels les fabricants de baromètres ou de figures de plâtre. Présentes aussi sont les femmes qui se déclarent blanchisseuses ou mendiantes. Dès le XVII^e siècle, Marseille accueille des exilés politiques, notamment Mazzini à l'époque du *Risorgimento*. Au XX^e siècle, la majorité des Italiens, craignant la répression policière ou patronale, observent une prudente réserve en matière politique. Mais l'avènement du fascisme favorise les luttes. Un *fascio* est fondé à Marseille dès 1923, une *Casa d'Italia* et un théâtre sont construits par les autorités fascistes, tout cela pour garder le contrôle idéologique des émigrés. Les antifascistes, longtemps divisés, n'hésitent pas à s'opposer violemment à la mainmise mussolinienne. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les socialistes comme Modigliani et les communistes tel Amendola s'engagent activement dans la Résistance.

Le livre propose des ouvertures vers la culture. On découvre qu'en 1786 fut fondée une académie italienne à Marseille, la *Colonia Focense* de l'Arcadie. La presse publiée dans la langue de Dante présente plus de soixante-dix titres aux XIX^e et XX^e siècles dont la célèbre *Giovine Italia* de Mazzini. Les œuvres des rocailleurs italiens qui ornèrent les jardins de fausses ruines, de balustrades, de trompe-l'œil architecturaux sont tirées de l'oubli. Le peintre David Dellapiane et le sculpteur César sont évoqués. À partir du XVIII^e siècle, les Italiens tiennent la première place dans l'importation et la sculpture de marbres de haute qualité : les artistes parsèment les églises provençales d'autels polychromes ; certaines familles, comme les Fossati, acquièrent dans ce domaine une grande renommée. Cette activité se poursuit jusqu'au début du XX^e siècle : le plus célèbre des marbriers, Jules Cantini (1826-1916), offre à la ville la fontaine monumentale de la place Castellane. L'institut culturel italien, installé en

1952 dans les locaux de l'ancien *fascio*, fait connaître aux Marseillais les réalisations artistiques patrimoniales et modernes venues de la péninsule. Le livre étudie aussi les traditions catholiques italiennes, plus ostentatoires que la pratique française, les œuvres confessionnelles, la découverte d'un cimetière comportant un peu de mobilier funéraire, chapelets et médailles. Les auteurs n'oublient pas les rencontres sur les terrains de football, comme le match du 5 juin 1938 au cours duquel les exilés antifascistes vinrent conspuer les joueurs venus de Rome. Bien présents sont les usages alimentaires, les fabriques de pâtes et l'essor de la pizza.

Les auteurs retracent enfin des destins individuels qui illustrent le devenir général de la communauté italienne : modestes ouvriers, grutiers, cultivateurs, pêcheurs, restaurateurs, luthiers, musiciens améliorant progressivement leur condition, écrivain cinéaste, même un malfaiteur ayant du sang sur les mains et devenu un héros de la Résistance. Certains s'intègrent si bien à leur nouvelle patrie qu'ils se muent en défenseurs de la culture provençale.

Marseille l'Italienne se signale par le soin apporté à la réalisation technique de l'ouvrage. L'iconographie apparaît très riche et variée, la couleur des encres et des papiers varie selon le thème traité. L'information scientifique est parfaite mais ne pèse pas tant le propos est clair et vivant. L'évolution de l'immigration italienne, ses apports dans les divers domaines de la vie marseillaise, les réactions des autochtones sont bien définis, de même que, *in fine*, le regard italien porté sur Marseille, principalement par la littérature et le cinéma. Ainsi le grand port devient un double miroir, celui des autochtones et celui de leurs hôtes qui se dévisagent mutuellement. Miroir déformant par le jeu des stéréotypes, miroir fidèle sous la plume d'auteurs savants.

Ralph SCHOR

DOAN Raphaël, *Le Rêve de l'assimilation. De la Grèce antique à nos jours, Passés composés*, Paris, 2021, 346 pages.

L'objectif ambitieux que vise Raphaël Doan est de broser une vaste fresque retraçant l'histoire de l'assimilation de la Grèce antique à nos jours. Il commence par donner les définitions usuelles des termes *intégration*, *acculturation* et *assimilation*. Pour l'auteur, le processus assimilateur est le fruit d'une volonté consistant à rendre une population semblable à une autre, cela en utilisant des moyens culturels, politiques et juridiques afin de modifier les mœurs d'origine. L'alignement des minorités sur le modèle majoritaire est censé réduire les risques de troubles, renforcer la démocratie et la solidarité en supprimant les rivalités entre communautés, fonde l'harmonie sociale.

Raphaël Doan analyse ensuite six exemples. Il commence par la Grèce antique qui, divisée en cités rivales, semblait peu susceptible de se tourner vers l'universalisme assimilateur. Mais l'accent mis par les penseurs grecs sur les facteurs culturels plus que sur les données ethniques ouvrit des perspectives que les conquêtes d'Alexandre concrétisèrent. Le vainqueur favorisa l'hellénisation de son vaste empire.

La romanisation traduit en actes la conception latine universaliste des rapports humains. L'imposition de règles juridiques globales n'empêcha pas le pragmatisme et les incitations prodiguées par le pouvoir impérial. Les instruments de l'assimilation furent la civilisation urbaine, la langue, l'armée et la tolérance religieuse.

L'assimilation à la culture arabe fut portée par la dimension universelle de l'islam. Les premiers musulmans se montrèrent peu prosélytes et parfois s'acculturèrent aux vaincus. Mais ces derniers comprirent qu'il était de leur intérêt de s'agrèger aux vainqueurs et que la conversion s'avérait simple.

L'auteur souligne que la France se comporta comme le pays le plus assimilateur et s'attache à le montrer dans un chapitre consacré à l'empire colonial. Il étudie cette réalité dans les « quatre communes » du Sénégal et dans le type d'urbanisme imposé aux villes d'Outre-mer. Il rappelle qu'en métropole l'opposition à la colonisation s'éleva à l'origine dans les milieux racistes et que l'expansion séduisit les progressistes désireux de répandre les idéaux révolutionnaires. L'échec de l'assimilation dans l'empire résulta de ce que celui-ci accueillit trop peu de métropolitains et des obstacles élevés par les expatriés ne voulant pas partager leurs privilèges. En Algérie, les pieds noirs, longtemps hostiles à l'assimilation, l'acceptèrent *in extremis* quand ils crurent y discerner une ultime chance pour se maintenir dans le pays revendiquant son indépendance.

En France métropolitaine, la monarchie entreprit très tôt une œuvre unificatrice. La Révolution, avec son enthousiasme universaliste, donna à cette ambition une dimension internationale. La République poursuivit dans la même voie par l'école, le service militaire et le droit, notamment la loi du 10 août 1927 favorisant les naturalisations. Après la parenthèse anti-assimilationniste de Vichy, le concept d'intégration, en accord avec les mentalités nouvelles et le « droit à la différence », remplaça progressivement l'idée d'assimilation.

Le Japon impérial, assuré de sa supériorité culturelle, n'était pas universaliste, mais il voulut « civiliser » à son image l'empire conquis en Asie. Aussi imposa-t-il, avec des résultats divers, ses lois, sa langue, ses mœurs.

Les États-Unis agirent un peu selon le même schéma en voulant définir le fameux *melting pot* sur le modèle dominant anglo-saxon et protestant, cela sans coercition excessive. Cependant la délicate transformation des « Indiens en cow-boys » et la longue exclusion des noirs montrèrent les limites de l'exercice. Il n'en reste pas moins que les États-Unis restent « une puissante machine à homogénéiser les cultures » (p. 294).

Ces notations rapides montrent l'ampleur du sujet. En vérité, il était difficile d'apporter toujours des nuances dans une étude dont chaque chapitre représente à lui seul la matière d'un livre. L'auteur a d'ailleurs sagement choisi de conduire son analyse seulement du point de vue des assimilateurs, et non des sujets visés par l'assimilation. Il aurait pu être aidé en recourant à une bibliographie plus large. Pour se limiter au cas français, il eût été peut-être utile de montrer les ambiguïtés du projet assimilateur confronté à la revendication des différences. Michel Rocard observa en 1993 : « Pour la France, être multiraciale est une richesse, mais rester uniculturelle est une force » (*Le Parisien*, 15 mars 1993). Autre caractère important non mis en valeur, les « beurs » remarquèrent vite que le maintien des différences était utilisé par l'extrême droite comme argument prouvant que les descendants d'immigrés

sont inassimilables. Farida Belghoul constata : « Le fameux droit à la différence n'aboutit jamais à l'égalité, c'est une forme voilée d'exclusion. On s'appuie sur les différences culturelles pour favoriser des ségrégations politiques, sociales et territoriales » (*Le Monde*, 16 décembre 1984).

Raphaël Doan termine par une série d'observations intéressantes qui stimuleront la réflexion et peut-être le débat. Il note que l'assimilation se révèle à la fois pratique impériale et voie d'ouverture à l'autre. Elle est incompatible avec les visions xénophobes et essentialistes. Certes, dans la pratique, les chemins de l'assimilation sont tortueux et semés de contradictions. Mais les conditions idéales pour une réussite apparaissent claires : offrir un modèle culturel attractif, permettre aux personnes assimilées de s'élever dans la société, favoriser le mélange des populations concernées. La religion ne constitue généralement pas un obstacle insurmontable. En définitive la réflexion sur l'assimilation propose une approche stimulante dans le débat actuel sur la notion complexe et controversée d'identité nationale.

Ralph SCHOR

DREYFUSS Mathias, *Aux sources juives de l'histoire de France*, CNRS Éditions, 2021, 414 pages.

La thèse que Mathias Dreyfuss a soutenue à l'EHESS pose la question de la place des juifs dans l'histoire de France. Cette place a évolué en fonction de la collecte et de l'identification des documents, de leur utilisation dans la construction des savoirs, des représentations engendrées par ceux-ci, du positionnement des savants face aux sources et à leur exploitation scientifique. L'essentiel du livre court de la Révolution et des débats suscités par la citoyenneté des juifs jusqu'aux troubles de l'affaire Dreyfus.

L'auteur s'interroge au départ sur un constat fréquent : celui de la marginalisation des juifs dans l'historiographie nationale et de l'amnésie même des israélites sur leur propre passé. À ce constat il oppose le travail réalisé par les chercheurs, notamment dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Il se propose de parvenir à des vues plus objectives en examinant les archives non seulement comme des sources, mais comme des instruments utilisés pour influencer la perception de la réalité, cela par l'organisation de la conservation, les modes de classement, la valorisation de certains fonds.

À la fin du XVIII^e siècle, la relation des juifs à l'histoire apparaît complexe. Pour les uns, les israélites sont inassimilables, pour les autres ils constituent un corps complexe qu'il faut intégrer en transformant ses membres en citoyens. Les archives qui les concernent doivent permettre l'élaboration d'un savoir administratif à leur sujet. Les manuels de législation appliquée aux juifs servent parfois à célébrer l'émancipation dont ils bénéficient. Au début du XIX^e siècle, des recherches sont entreprises dans les Archives nationales et les Archives départementales sur la condition des juifs au Moyen Âge, ce qui apporte des preuves des persécutions qu'ils subirent. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les philologues se penchent sur les manuscrits hébraïques anciens et valorisent la culture écrite des juifs. La connaissance du passé israélite français s'enrichit avec la découverte de vestiges archéologiques. Moïse Schwab recense 267 inscriptions hébraïques, principalement funéraires, qui rejoignent le trésor lapidaire national. Les recherches sur la littérature

rabbinique, la classification des archives, la circulaire du 24 avril 1841 imposant le « respect des fonds », les travaux érudits comme la thèse du chartiste Gustave Saige sur *les Juifs du Languedoc* avant le XIV^e siècle, les analyses de Siméon Luce et d'Isidore Loeb, la création de la *Revue des études juives* en 1880 montrent à la fois le caractère particulier des juifs et leur bonne intégration dans une société majoritairement chrétienne. En définitive, les travaux savants, le recours complémentaire aux Archives nationales et aux sources internes juives comme les registres de délibération ou les *memorbücher* (livres du souvenir ou obituaires) permettent de construire le récit d'une « coexistence pacifique » entre les diverses communautés et apportent de nombreuses nuances, par exemple sur le statut des juifs dans le Comtat Venaissin.

Le livre de Mathias Dreyfuss est exigeant et nécessite parfois une connaissance préalable du sujet. Par exemple l'auteur donne un récit détaillé de la découverte, en 1854, de la « bague d'Aster » à Bordeaux et observe que cet objet constitue un témoignage essentiel de la présence juive dans la cité romaine de Burdigala. Pourquoi ce nom ? Pourquoi cette importance ? Cet ouvrage savant, dense, austère s'adresse surtout aux spécialistes d'archivistique et d'historiographie.

Ralph SCHOR

HEYRIES Hubert, *Histoire de l'armée italienne*, Perrin, Paris, 2021, 597 pages.

Ce fut après la proclamation du royaume d'Italie, le 17 mars 1861, que naquit l'armée du nouvel État, le 4 mai suivant. Dès lors, le destin de l'Italie et de ses soldats se trouva étroitement lié. Or les études consacrées à l'histoire militaire de la péninsule sont peu nombreuses. Aussi faut-il saluer l'excellent ouvrage qu'Hubert Heyriès publie sur le sujet.

Il se révéla difficile d'amalgamer les forces issues des anciens États morcelant la péninsule. Seuls le Piémont et le royaume de Naples alignaient des troupes de valeur. Dans les faits fut menée une piémontisation de l'armée, ce qui suscita beaucoup de résistances. Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, le budget militaire progressa fortement et le service militaire universel et obligatoire fut institué en 1875. Une alliance, la Triplice, fut conclue avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en 1882. La fortification des Alpes bénéficia d'importants efforts. La marine connut un « âge d'or ». Mais les années fastes finirent à la toute fin du XIX^e siècle avec de sévères économies budgétaires et l'humiliante défaite d'Adoua face aux Éthiopiens (1896). Aussi les efforts de modernisation reprirent-ils, ce qui permit à l'Italie de conquérir la Libye et le Dodécanèse.

Si la France était officiellement un pays ennemi, l'Autriche était considérée avec plus d'animosité, ce qui explique la déclaration de neutralité en 1914 et l'entrée en guerre aux côtés des alliés occidentaux en 1915. Les offensives menées au début échouèrent. Le désastre de Caporetto en 1917 transforma le combat en une guerre patriotique défensive. Quand la situation fut redressée, l'offensive put reprendre. En définitive l'armée fit preuve d'unité et de discipline, sans connaître des mutineries comme en France.

Durant les troubles de l'après-guerre, l'armée éprouva un sentiment d'abandon, ce qui facilita le glissement de nombreux cadres vers le fascisme. Aussi, lors de la marche sur Rome,

Mussolini bénéficia-t-il de la passivité au moins complaisante des militaires. De la sorte fut scellée une sorte d'alliance entre l'armée et le fascisme qui respecta l'indépendance des militaires. Ceux-ci obéirent par tradition et goût de l'ordre, par opportunisme, par reconnaissance pour l'agrandissement de l'empire, rarement par conviction. Durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Italie marcha de défaites en humiliations. Cependant les armées firent preuve de courage et d'esprit de sacrifice : « Elles firent ce qu'elles purent avec ce qu'elles avaient » (p. 342). Après l'armistice, les forces se trouvèrent divisées en trois : l'armée du royaume du Sud qui mena une guerre de libération nationale aux côtés des Alliés, l'armée de la République fasciste de Salò, l'armée de la Résistance.

De 1945 aux années 1970, l'armée connut une phase de refondation après une épuration légère. L'entrée dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en 1949 réintroduisit l'Italie dans le jeu international. Puis vint une période de doutes attisés par les troubles politiques intérieurs. La fin de la guerre froide en 1989-1990 favorisa la mise en place d'un nouveau modèle de défense avec la fin de la conscription en 2005 et la fondation d'une armée de métier de plus en plus engagée sur la scène internationale.

Ces très rapides notations ne donnent pas une réelle idée de la richesse du livre. Hubert Heyriès offre en effet de nombreux développements et des chiffres sur le financement de la défense, l'organisation des diverses armes, le déroulement des carrières, la vie quotidienne et l'état d'esprit des soldats, la stratégie, les grandes batailles, l'expansion coloniale. Il montre ainsi que l'image globalement négative du combattant italien est imméritée, que l'armée se comporta de manière exemplaire sur les champs de bataille, du premier Empire à la Deuxième Guerre mondiale et qu'elle respecta la légalité constitutionnelle, quelle qu'elle fût. L'armée parvint à surmonter une série de guerres éprouvantes en s'adaptant toujours à un nouveau contexte. Cette étude fondamentale fera date.

Ralph SCHOR

TERRAZZONI Liza, *Les Autres en Corse. Pour une sociologie des relations interethniques*, Albiana, Ajaccio, 2019, 246 pages.

La Corse est régulièrement le lieu d'affrontements de rue ou d'attentats visant les « autres », continentaux ou étrangers. Ces derniers, au sens juridique du terme, constituent environ 10 % de la population depuis les années 1980. Les chefs du Front de libération nationale de la Corse (FLNC) estiment eux-mêmes avoir commis 10 000 attentats et 220 assassinats entre 1976, date de la création du FLNC, et 2016, date de la « cessation des actions militaires ». Liza Terrazzoni, sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales, a effectué des enquêtes, dans les années 2000, pour comprendre les origines sociales, historiques et politiques de ces événements, en définir le sens, en mesurer la signification xénophobe ou raciste.

Liza Terrazzoni analyse d'abord l'importance de l'immigration maghrébine en Corse. En 1999, les Marocains forment 52 % des effectifs étrangers dans l'île. Ils sont surreprésentés dans les emplois ouvriers. Les immigrés étant victimes d'une « violence physique régulière et répétée » (p. 37), l'auteur se demande si les attentats, meurtres, rackets, ne révèlent pas un racisme corse spécifique. Elle remarque que la violence s'est aussi exercée contre des

Français continentaux et des touristes, que les agressions furent nombreuses dans tout l'hexagone au long des années 1980, que la violence constitue en Corse une action clé de l'ordre social et une pratique souvent « admise et normalisée » (p. 46) sous le nom de *vendetta*, de sorte que les Maghrébins ne sont pas forcément l'objet d'un racisme qui leur serait particulier. Cependant les slogans et graffitis *I Arabi fora* (Les arabes dehors) sont fréquents, les intéressés sont évincés de certains espaces publics, se disent souvent méprisés et menacés, notamment dans leurs tentatives d'ascension sociale. En somme, ils se sentent confinés dans la catégorie des autres face à la catégorie corse dont l'accès est étroitement fermé.

L'auteure insiste sur ce qu'elle considère comme une ethnicisation de la société corse. Elle souligne que les autochtones veulent se distinguer des *Arabi* ou *Arabacci*, le suffixe *acci* étant plus dépréciatif. Ceux-ci sont vus comme des envahisseurs particulièrement associés au trafic des stupéfiants. Quant aux *Pinzutti*, ce sont les Français du continent, incapables de comprendre la Corse, privilégiés, avarés, individualistes, dépourvus de tout esprit collectif, artisans de l'invasion maghrébine. Liza Terrazoni soutient que, face à ces autres, les Corses s'enferment dans une ethnicité comprise comme une construction sociale. Les fondements de la différence sont l'insularité, la langue très présente au quotidien, l'histoire, la perception d'une corsophobie attribuée aux autres, le jeu des appartenances ou affiliations familiales, villageoises, claniques. Ces liens doivent gouverner les rapports professionnels, amicaux, amoureux, ce qui exclut les étrangers qui ne peuvent espérer aucune solidarité. Ainsi, montre l'auteure, la société insulaire élabore une catégorisation et finalement une hiérarchie entre les Corses, situés au sommet, et les autres.

Liza Terrazoni s'arrête longuement sur la dimension démo-historique de l'identité corse. Elle étudie le dépeuplement de l'île, facteur de stagnation économique, puis le redressement avec l'arrivée des pieds noirs, souvent accompagnés de leurs employés maghrébins, l'essor de l'agriculture, du bâtiment, du tourisme. Les changements et les aides attribuées par l'État français aux nouveaux venus sont ressentis dans l'île comme des signes d'inégalité, de dépossession, d'injustice. Ainsi, pour faire pièce à la discrimination dont ils s'estiment victimes, les Corses auraient renforcé l'image négative de l'étranger, fortifié leur propre réputation de peuple indomptable, traditionnel résistant contre ceux qui veulent l'insulter, le coloniser, altérer son particularisme. La figure du Sarrasin de jadis, agressif et pilleur, est revivifiée. Les Corses se considèrent eux-mêmes comme de « bons colonisateurs » car ils ont été contraints à l'expatriation pour cause de misère et ont peu participé à l'exploitation coloniale.

Le livre éclaire enfin les origines politiques de la distinction entre les Corse et les autres. À partir des années 1960 le sentiment que les insulaires constituent une minorité opprimée s'est banalisée, ce qui sert de terreau au nationalisme tourné contre les « privilégiés », rapatriés et continentaux. Les événements d'Alérie en 1975 ont cimenté le rejet de l'État vu comme répressif et légitimé la violence développée par le FLNC, né l'année suivante. L'hebdomadaire *Arritti* assure : « La mort du peuple corse est planifiée » (3 septembre 1976). Jean-Guy Talamoni dénonce « la volonté des dirigeants français de faire disparaître notre peuple » (Journées internationales de Corte, 2008). Certains estiment que l'État organise un « génocide » des Corses par l'effet de l'immigration étrangère. Le facteur ethnique devient le cadre d'interprétation des problèmes de l'île. Dès lors le nationalisme est

considéré comme un acte de légitime défense contre les Maghrébins fanatiques et délinquants, donc comme un moyen de préserver l'ordre social.

L'auteure conclut que la société corse est aujourd'hui fortement ethnicisée. Le nationalisme mobilise moins des thèmes politiques qu'une valorisation de l'ethnicité corse. Cette conception entraîne l'exclusion des autres, privés d'accès à divers domaines de la vie publique. Ce sont l'exclusion brutale et la banalisation de la violence qui engendrent des pratiques racistes.

Liza Terrazzoni offre une étude fouillée et ouvre de nombreuses pistes de réflexion. Le lecteur aimerait que certaines de celles-ci soient davantage explorées. Ainsi pour les liens entre les idées du nationalisme corse et celles de l'extrême droite, seulement évoqués au détour d'une phrase. Il en va de même pour les connexions du nationalisme et du banditisme, illustrés par des faits et fondés sur une réflexion théorique. La démonstration semble admettre une diffusion générale d'un sentiment nationaliste exclusif, certes avec des degrés dans la manifestation de l'identité corse. On aurait apprécié que fût effectuée une étude d'opinion permettant de mesurer exactement le phénomène et de savoir de la sorte s'il est unanime ou non. Il n'en reste pas moins que l'auteure fait preuve d'une excellente connaissance du terrain, ce qui l'amène à rapporter souvent, à la première personne, des observations qu'elle a effectuées sur place. Les nombreux témoignages qu'elle transcrit offrent de précieux renseignements, une sorte de plongée dans la conscience et le vécu des témoins. Elle présente avec une grande honnêteté le résultat de ses recherches, sans complaisance pour aucune des parties en présence. Les situations passionnelles ont besoin de tels regards scientifiques.

Ralph SCHOR